

CONSEIL MILITAIRE POUR LA JUSTICE ET LA DÉMOCRATIE

... Déjà le temps des incertitudes ?

Cinquante jours après l'accession du CMJD aux commandes, les Mauritaniens ne voient encore pas clair dans le vaste champ du changement annoncé. Après les intentions des nouveaux guides, saluées par l'ensemble des acteurs publics, des chantiers théoriques ont été mis en branle... mais le concret se fait toujours attendre.

La période de grâce aura été de courte durée. «Les choses sérieuses» tardent à venir. Au vu de ce qui se passe depuis le 3 août dernier, le CMJD et son gouvernement de transition peinent pour mener à bon port le processus de changement annoncé, eu égard à la situation désastreuse dont ils héritent. Les Mauritaniens ne sont plus tout à fait convaincus de leurs nouveaux dirigeants. Des hésitations assez mal comprises sur l'ouverture des dossiers brûlants de la période post-3 août 2005, aux cooptations de personnes sur des bases subjectives, loin des critères orthodoxes, l'engouement pour les nouveaux dirigeants du pays ne cesse plus de s'effriter.

Et, la dernière sortie du Premier ministre, Sidi Mohamed Ould Boubacar, n'est pas venue pour arranger les choses ! Le PM qui se voulait le plus clair possible, n'a pas été très exhaustif avec le peuple, au moins par rapport à trois points essentiels : le chiffre réel du déficit budgétaire, qu'il a été le premier à évoquer ; le sort que son gouvernement réserve aux responsables des détournements des deniers publics ; le rôle qui sera dévolu aux partis politiques pendant la période de transition.

Tout porte à croire que le PM ne serait toujours pas au fait des dossiers économiques. Il sait par expérience ou par intuition, qu'un lourd déficit budgétaire paralyse le fonctionnement de l'Etat. Il n'est cependant pas encore à mesure de préciser son étendue, ni ses causes réelles, et encore moins les moyens d'y remédier. Il a constaté comme tous les Mauritaniens, qu'il a suffi auparavant qu'un individu soit coopté, pour que du jour au lendemain, il devienne propriétaire foncier, titulaire de comptes bancaires fournis et détenteurs de coffres à domicile. La recette magique a été annoncée : création d'une inspection générale.

Une institution dont le rôle paraît dissuasif, histoire de freiner les velléités électoralistes des caciques du «Prds qui tenteraient de gêner la transition». Au même moment, la traditionnelle cure de cheval proposée dans les pays pauvres a été avancée : réduire le train de vie de l'Etat. On semble oublier que ce train de vie a toujours été de mise et restera malgré tout. «Chassez le naturel, il revient au galop» disait l'autre. Les méthodes de gestion appliquées sont connues de tous. Elles ne datent pas seulement d'hier. C'est à ceux qui avaient la gestion de la chose publique de répondre collectivement à la question. Tous, sans exception, y compris ceux qui sont aujourd'hui aux commandes !

Millionnaires

Tous les Mauritaniens savent qu'à de très rares exceptions, les fonctionnaires ont toujours été des budgétivores. Un haut cadre de l'Etat est forcément millionnaire puisqu'il pille systématiquement les biens de l'Etat. La Mauritanie fait en effet partie des pays du Tiers monde où un agent public, autorisé à faire valoir ses droits à la retraite, peut se retrouver de siôt, premier actionnaire d'une banque. Par conséquent, l'Etat doit sévir : saisir les biens mal acquis et poursuivre les coupables pour laxisme, dans le plus simple des cas.

La nouvelle Inspection générale d'Etat chargée de contrôler la gestion et le fonctionnement de l'administration a du pain sur la planche. Elle doit être libre de mener son travail comme elle l'entend. Elle se doit de vaincre les lourdeurs de la cour des comptes et des contraintes des services de contrôles internes. Elle doit agir sans complaisance ni parti-pris. De préférence, rétroactivement, pour que chacun réponde de sa gestion et des ses forfaits. Devant le Tribunal du peuple, personne ne doit être au dessus de la loi. Les Mauritaniens attendent avec impatience que le bon ménage soit fait et que la

mauvaise ivraie soit délogée du champ public.

Politique

A propos du rôle dévolu aux partis politiques dans la présente phase de transition, le PM s'est contenté de souligner l'importance de ces formations. Et c'est tout !

Mais, l'essentiel n'est pas là. Ce que veulent les Mauritaniens, c'est l'ouverture d'un dialogue direct et franc entre le gouvernement de transition, l'ensemble des partis politiques et les représentants de la société civile ; un débat national sur les grandes questions institutionnelles, économiques et politiques du pays. Les acteurs du développement ne doivent pas avoir pour vocation d'attendre que des Commissions constituées sur des bases de complicités subjectives leur fassent des propositions agréées par le CMJD et le gouvernement pour en discuter. C'est là, la première entorse à la règle de bonne gouvernance.

Les Mauritaniens qui commencent à déchanter, cinquante jours après la prise du pouvoir par le CMJD, ne comprennent aussi pas que les nouvelles autorités s'obstinent à refuser que des questions qui «fâchaient», soient évoquées. C'est le cas du passif humanitaire et la question des réfugiés. Les «justiciers» que les Mauritaniens avaient vus dans le CMJD et son gouvernement, sont devenus aux yeux de beaucoup, des «amnésiques». Il est triste de voir un PM, s'exprimant au nom de la justice et de la démocratie, évacuer d'un revers de main, un dossier lourd de souffrances : «que ceux qui veulent revenir, reviennent, l'administration et la justice s'occuperont d'eux», a-t-il lancé lors de son point de presse, la semaine dernière.

Tous les Etats du monde se trompent, commettent des erreurs et même des bévues. Ils les réparent par la justice. C'est à l'Etat et à l'ensemble des Mauritaniens d'accepter de se pencher sur la question et de lui trouver une solution définitive. La réconci-

liation nationale et la paix sociale dans le pays ne doivent pas se faire au détriment d'une composante du peuple.

En fermant la porte de la discussion et du débat autour des questions «dérangeantes», la porte à d'autres voies est peut être ouverte. Les fuites en avant ont toujours été fatales pour l'avenir des peuples. Les exemples ne manquent pas...

Désobéissance

Les pratiques de ceux qui sont censés faire respecter l'autorité de l'Etat sont pour la plupart toujours en cours. La police continue de sévir comme par le passé. Attitude compréhensible quand on sait que les chefs de ce corps gardent toujours les mêmes fonctions. La corruption et le trafic d'influence continuent d'avoir droit de cité dans l'administration. L'exploitation future du pétrole reste toujours entourée de mystère. Le problème de manque d'eau dans la capitale du pays demeure. La fameuse baisse des prix des denrées de première nécessité, pompeusement annoncée par le ministère du commerce, est loin d'être suivie. Dans les quartiers populaires, les commerçants ne semblent jamais avoir entendu parler de ces mesures. Les prix restent les mêmes que ceux d'avant 3 août 2005. L'Etat qui est arrivé à un accord avec les Fédérations concernées est incapable de faire appliquer partout, les termes de ce compromis. Entre autres exemples, les nouvelles directives concernant la qualité, le poids et le prix du pain sont différemment appliquées. Exception faite de la viande, la baisse des prix des produits de base n'a pas dépassé l'effet d'annonce. Déception ?

L'autre grande déception des Mauritaniens est venue à la lecture des premières grandes nominations à la tête de certains départements. La première remarque que fait la rue est que, à l'exception d'une insignifiante minorité, tous les nouveaux promus sont proches des membres du CMJD. Ils ne répondent forcée-

ment pas aux critères de compétence, d'honnêteté et de mérite, mis en avant par le Conseil militaire au lendemain de sa prise du pouvoir. Pour certains promus, «les relations de copinage et de clientélisme pourraient avoir joué à fond», soutiennent des observateurs. Pour d'autres, le fameux dosage tribal ou régional a prévalu. Quelquefois affirmation, une récompense pour «services rendus» aux dirigeants du moment a été prise en considération. De nombreuses personnes auraient ainsi été cooptées, alors qu'elles sont nulles et sans aucun niveau. A la publication de certains CV et de certains diplômes, des analystes politiques qui connaissent bien les personnes cibles sont restés perplexes.

En tout état de cause, dans de nombreux cas, le dosage tribal a été reconsidéré. Seulement au bout du compte, il n'y a pas eu que des heureux, les quotas réservés traditionnellement à certaines composantes du peuple ont été sensiblement réduits. Longtemps décriés pour leur aspect assez limitatif et réducteur, ces pourcentages permettaient au moins de partager, de manière plus ou moins égale, le pouvoir entre toutes les franges de la population. Aujourd'hui, des équilibres sont rompus, sans explication !

L'appel au retour des compétences nationales installées à l'étranger perd là de sa crédibilité. «A quoi servirait-il de rentrer au pays si les critères de promotion ne sont pas fondés sur les qualités objectives et la valeur intrinsèque des hommes, loin de toutes autres considérations ?» entend-on dire déjà.

Au vu de ce qui se passe pendant autour des désignations et des débauchages qualifiées par certains, de chasse aux sorcières, de plus en plus de voix s'élèvent pour constater qu'on se semble pas être sortis de l'auberge. Alors, doit-on déjà, malgré tout, regretter Ould Taya ?